

Compression des dépenses de l'État

Ce qui se passe dans ma circonscription le montre bien. Le gouvernement y a implanté une centrale d'eau lourde. Il existait à Sydney une aciérie que l'on pouvait moderniser, mais les gouvernements ont décidé d'un commun accord d'implanter une centrale d'eau lourde, alors qu'ils savaient très bien que l'on ne créerait ainsi que de 200 à 250 emplois. Il s'agit là d'un projet nécessitant des capitaux extrêmement importants; certains députés connaissent la suite de cette triste histoire. Voyons ce qui se passe aujourd'hui à Sydney. L'aciérie de Sydney appartenait à une société privée, la Hawker Siddeley; il s'agit d'un holding dont le siège social se trouve en Grande-Bretagne. Cette société vint s'établir là en 1957, puis elle a fermé ses portes en 1967, après avoir promis aux habitants que la situation s'améliorerait et que l'économie du Cap-Breton connaîtrait un revirement.

Afin de donner à cet argument toute l'insistance voulue et de le rapprocher des gaspillages du gouvernement, je dois rappeler brièvement quelques faits, dont découle directement la situation actuelle, je dois parler de certaines dépenses et de l'incapacité du gouvernement fédéral à bien jouer son rôle. Il s'ensuit que le gouvernement fédéral est prié de faire maintenant des dépenses qui ne devraient pas être nécessaires mais qui sont devenues essentielles. Hawker Siddeley, qui avait pris Dosco en charge en 1957, promettait de grandes choses. En ce sinistre vendredi du 13 octobre 1967, la société Hawker Siddeley a annoncé qu'elle se retirait de l'industrie de l'acier au Cap-Breton. Elle avait annoncé deux ans auparavant son intention de se retirer des mines de charbon. Le gouvernement avait décidé d'établir la Société de développement du Cap-Breton pourvue d'une division du charbon et d'une division de l'exploitation, ce qu'il a fait en 1967.

Le gouvernement fédéral refusait toutefois de placer l'aciérie de Sydney sous la juridiction de la Société du développement du Cap-Breton. Voilà à quel point la situation devient ridicule quand la planification est médiocre et que les dépenses gouvernementales se sont pas judicieuses. Quand la société privée et absentéiste a annoncé son intention de se retirer parce qu'elle ne réussissait pas à faire des profits suffisants et qu'elle subissait des pertes, le gouvernement de la Nouvelle-Écosse a été forcé de prendre en charge l'aciérie de Sydney. L'industrie privée est partie en prétendant qu'elle ne pouvait pas faire des bénéfices.

Le gouvernement fédéral a établi Devco, une société de la Couronne qui, les premières années, a été un véritable fiasco. Depuis que M. Kent en assure la direction, la société se porte mieux, mais voyons comment le gouvernement se trouve avoir les mains liées. L'industrie clef, l'acier, n'est même pas comprise dans ce genre d'organisme parce que le gouvernement fédéral n'y voulait rien avoir à faire et il en a laissé l'entière responsabilité à cette province. Il s'est imaginé que d'une manière ou d'une autre il pourrait s'en décharger sur la province, même s'il s'agit d'une petite province, d'une province économiquement faible et qui ne compte pas parmi ses fonctionnaires des experts pour diriger une usine sidérurgique qui doit soutenir la concurrence internationale.

Le gouvernement fédéral ne voulait pas y penser à ce moment-là, il y penserait plus tard. Il y pense maintenant que

[M. Hogan.]

les gens doivent envisager la fermeture possible de cette usine de rails pendant trois ou quatre mois cet hiver. Si les députés du Cap-Breton ont quelquefois raison d'être surexcités, des situations pareilles les justifient amplement, et il arrive que certains députés d'en face disent que le Cap-Breton reçoit beaucoup d'aide. Je reconnais que le gouvernement fédéral a donné une aide financière généreuse à l'industrie de la houille ainsi qu'à celle de l'acier par l'intermédiaire du MEER, mais cet argent a été gaspillé par manque d'efficacité et de planification, comme ce fut le cas pour l'usine d'eau lourde. Certains députés ont le culot d'essayer de me dire pourquoi les dépenses du gouvernement resteraient vaines, mais la véritable raison, c'est l'inefficacité du gouvernement et une mauvaise administration. Ce ne sont pas les dépenses du gouvernement en soi, en dépit de ce qu'en disent les députés d'en face.

M. Mazankowski: C'est ce que nous nous évertuons à dire: la mauvaise administration. Mettez-vous au courant, Andy.

M. Gilbert: C'est à cause de la mauvaise administration des compagnies privées.

M. Brisco: Allons donc!

L'Orateur adjoint (M. Ethier): A l'ordre. Les députés devraient s'adresser à la présidence.

M. Hogan: Ces choses sont le fait de ceux qui représentaient le gouvernement fédéral à ce moment-là, et non des députés d'en face, mais j'affirme que cela doit cesser. Il faut mettre un frein non pas aux dépenses du gouvernement, mais au gaspillage et au manque de planification. Une petite province qui n'avait pas assez de spécialistes dans son administration a tâché d'empêcher les choses de s'effondrer, et c'est un sénateur du nom de G. I. Smith qui s'y est employé. Je lui en sais gré. Il eût été logique que la Société de développement du Cap-Breton s'en occupe. Les députés, ceux notamment qui sont membres du comité chargé de l'expansion économique régionale peuvent consulter les débats de la Chambre d'avant la création de la Société. David Lewis insistait alors beaucoup là-dessus, mais en vain. Après s'être emparé des aciéries, le gouvernement de la Nouvelle-Écosse a laissé les années passer sans établir de rapports financiers adéquats jusqu'à ce que le vérificateur général ne se fasse plus exigeant en 1974.

Le vérificateur général a démontré que le gouvernement provincial avait eu recours à des supercheries financières et avait mal tenu ses registres. Les contribuables de la Nouvelle-Écosse ont investi 200 millions dans cette entreprise et presque tout a été gaspillé. L'affaire a été mal gérée, le gouvernement ne l'a pas surveillée comme il aurait dû, et l'entreprise a sombré. C'est un exemple classique d'incurie gouvernementale qui serait risible s'il n'était aussi grave de conséquences pour les pauvres gens qui doivent maintenant en payer les pots cassés sous forme de chômage, d'insécurité et peut-être même de la dissolution d'une agglomération de quelque 125,000 personnes. Il n'y a pas de quoi rire. Ceux qui ont fait ce gâchis peuvent remercier Dieu de ne pas être en Union soviétique car ils auraient à se défendre devant les tribunaux après avoir été accusés de gaspillage de tant de fonds publics.

M. Brisco: Quand Rodriguez lira votre discours, il aura une attaque.